

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

À BAS LES CHEFS !

“LE KÂMASOUTRA DE
L’ENSAUVAGEMENT”
(parole du ci-devant Résident)

Joseph Déjacque
Errico Malatesta

VERSION IMPRIMABLE
PARTAGEABLE
INTERDIT À LA VENTE

“Machin” (extrait)
Ministère [du fric] (2014) CC Attribution-ShareAlike 3.0 France



À BAS LES CHEFS !
“Le kamasoutra de l’ensauvagement”*

* citation d’un banquier
devenu résident.

La photo de couverture est du
Ministère de l'Économie
et des Finances français
sous licence :
Attribution-ShareAlike 3.0 France
(CC BY-SA 3.0 FR)
lien vers la licence :
[creativecommons.org/licenses/
by-sa/3.0/fr/deed.fr](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/fr/deed.fr)
La photo a été recadrée

Nous ne sommes plus au temps fabuleux de Saturne où le père dévorait ses enfants, ni au temps judaïque d'Hérode où l'on massacrait toute une génération de frères innocents ; ce qui, après tout, n'a pas empêché Jésus d'échapper au massacre et Jupiter à la dévoration. Nous vivons à une époque où l'on ne tue plus guère les enfants par le glaive ou la dent, et où il paraît assez naturel que les jeunes enterrent les vieux. Enterrons donc tout ce qui a fait son temps. Hercule est mort, pourquoi chercher à le ressusciter ? on ne pourrait tout au plus que le galvaniser. La massue est moins forte que l'idée.

À toute idée présente et à venir, salut ! L'autorité a régné si longtemps sur les hommes, elle a tellement pris possession de l'humanité, qu'elle a laissé partout garnison dans son esprit. Aujourd'hui encore, il est difficile, autrement qu'en idée, de la saper de fond en comble. Chacun des civilisés est pour elle une forteresse qui, sous la garde des préjugés, se dresse en ennemie sur le passage de la liberté, cette envahissante amazone. Ainsi, tels qui se croient révolutionnaires et ne jurent que par la liberté, proclament néanmoins la nécessité de la dictature ; comme si la dictature n'excluait pas la liberté, et la liberté la dictature. Que de grands enfants, à vrai dire, parmi les révolutionnaires ! et de grands enfants qui tiennent à leur dada ; à qui il faut la République démocratique et sociale, sans doute, mais avec un empereur ou un dictateur, ce qui est tout un, pour la gouverner ; gens montés à califourchon, et la face tournée vers la croupe, sur leur carcasse d'âne, et qui, les yeux fixés sur la perspective du progrès, s'en éloignent d'autant plus qu'ils font plus de chemin pour s'en rapprocher, les pieds, dans cette position, galopant du côté opposé au-devant de la bête. Ces révolutionnaires-là, politiques au cou pelé, ont conservé, avec l'empreinte du collier, la tache morale de la servitude, le torticolis du despotisme. Hélas ! ils ne sont que trop nombreux parmi nous. Ils se disent républicains, démocrates et socialistes, et ils n'ont de penchant et ils n'ont d'amour que pour l'autorité au bras de fer, au front de fer ; plus monarchistes en réalité que les monarchiens, qui à côté d'eux pourraient presque passer pour des an...archistes.

La dictature, qu'elle soit une hydre à cent têtes ou à cent queues, qu'elle soit démocra-

tique ou démagogique, ne peut assurément rien pour la liberté ; elle ne peut que perpétuer l'esclavage, au moral comme au physique. Ce n'est pas en enrégimentant un peuple d'ilotes sous un joug de fer, puisque fer il y a, en l'emprisonnant dans un uniforme de volontés proconsulaires, qu'il en peut résulter des hommes intelligents et libres. Tout ce qui n'est pas la liberté est contre la liberté. La liberté n'est pas chose qui puisse s'octroyer. Il n'appartient pas au bon plaisir de quelque personnage ou comité de salut public que ce soit de la décréter, d'en faire largesses. La dictature peut couper des têtes d'hommes, elle ne saurait les faire croître et multiplier ; elle peut transformer les intelligences en cadavres ; elle peut faire ramper et grouiller sous sa botte de verges les esclaves, comme des vers ou des chenilles, les aplatir sous son pas pesant, mais seule la Liberté peut leur donner des ailes. Ce n'est que par le travail libre, le travail intellectuel et moral que notre génération, civilisation ou chrysalide, se métamorphosera en vif et brillant papillon, revêtira le type humain et prendra son essor dans l'harmonie.

Bien des gens, je le sais, parlent de la liberté sans la comprendre, ils n'en ont ni la science ni même le sentiment. Ils ne voient jamais dans la démolition de l'autorité régnante qu'une substitution de nom ou de personne ; ils n'imaginent pas qu'une société puisse fonctionner sans maîtres ni valets, sans chefs ni soldats ; ils sont pareils, en cela, à ces réacteurs qui disent : « Il y a toujours eu des riches et des pauvres, il y en aura toujours. Que deviendrait le pauvre sans le riche ? il mourrait de faim ! » Les démagogues ne disent pas tout à fait cela, mais ils disent : « Il y a toujours eu des gouvernants et des gouvernés, il y en aura toujours. Que deviendrait le peuple sans gouvernement ? Il croupirait dans l'esclavage » Tous ces antiquaires-là, les rouges et les blancs, sont un peu compères et compagnons ; l'anarchie, le libertarisme, bouleverse leur misérable entendement, entendement encombré de préjugés ignares, de niaises vanités, de crétinisme. Plagiaires du passé, les révolutionnaires rétrospectifs et rétroactifs, les *dictaturistes*, les inféodés à la force brutale, tous ces autoritaires cramois qui réclament un pouvoir sauveur, croasseront toute leur vie sans trouver ce qu'ils désirent.

Semblables aux grenouilles qui demandent un roi, on les voit et on les verra toujours changer leur soliveau pour une grue, le gouvernement de Juillet (1830) pour un gouvernement de Février (1848), les massacreurs de Rouen pour les massacreurs de Juin (1848), Cavaignac pour Bonaparte, et demain, s'il se peut, Bonaparte par Blanqui... S'ils crient un jour : « A bas la garde municipale ! » c'est pour crier l'instant d'après : « Vive la garde mobile ! » Ou bien ils troquent la garde mobile contre la garde impériale, comme ils troqueraient la garde impériale contre *les bataillons révolutionnaires*. Sujets ils étaient, sujets ils sont, sujets ils seront. Ils ne savent ni ce qu'ils veulent, ni ce qu'ils font. Ils se plaignent la veille de n'avoir pas l'homme de leur choix, ils se plaignent le lendemain de l'avoir trop. Enfin, à tout moment et à tout propos, ils invoquent l'autorité « au long bec emmanché d'un long cou, » et ils trouvent surprenant qu'elle les croque, qu'elle les tue !

Qui se dit révolutionnaire et parle de dictature n'est qu'une dupe ou un fripon, un imbécile ou un traître : imbécile et dupe, s'il la préconise comme l'auxiliaire de la Révolution sociale, comme un mode de transition du passé au futur, car c'est toujours conjuguer l'autorité à l'indicatif présent ; fripon et traître, s'il ne l'envisage que comme un moyen de prendre place au budget et de jouer au mandataire sur tous les modes et dans tous les temps.

Combien de nains, certes, qui ne demanderaient pas mieux que d'avoir des échasses officielles, un titre, des appointements, une représentation quelconque pour se tirer de la fondrière où patauge le commun des mortels et se donner des airs de géants ! Le commun des mortels sera-t-il toujours assez sot pour fournir un piédestal à ces pygmées ? Faudra-t-il toujours s'entendre dire : « Mais vous parlez de supprimer les élus du suffrage universel, de jeter par les fenêtres la représentation nationale et démocratique, que mettrez-vous à sa place ? Car enfin, il faut bien quelque chose, il faut bien que quelqu'un commande... un comité de salut public, alors ? Vous ne voulez plus d'un empereur, d'un tyran, cela se comprend ; mais qui le remplacera... un dictateur ? car tout le monde ne peut pas se conduire, et il en faut bien un qui se dévoue à gouverner les autres... » Eh ! mes-

sieurs ou citoyens, à quoi bon le supprimer, si c'est pour le remplacer ? Ce qu'il faut c'est détruire le mal et non le déplacer. Que m'importe à moi qu'il porte tel nom ou tel autre, qu'il soit ici ou là, si, sous ce masque et sous cette allure, il est encore et toujours en travers de mon chemin ? On supprime un ennemi, on ne le remplace pas. La dictature, la magistrature souveraine, la monarchie, pour bien dire, — car reconnaître que l'autorité, qui est le mal, peut faire le bien, n'est-ce pas se déclarer monarchiste, sanctionner le despotisme, apostasier la Révolution ? Si on leur demande, à ces partisans absolus de la force brutale, à ces prôneurs de l'autorité démagogique et obligatoire, comment ils l'exerceront, de quelle manière ils organiseront ce pouvoir fort, les uns vous répondent, comme feu Marat, qu'ils veulent un dictateur avec les boulets aux pieds et condamné par le peuple à travailler pour le peuple.

D'abord distinguons : ou ce dictateur agira par la volonté du peuple, et alors il ne sera pas réellement dictateur, ce ne sera qu'une cinquième roue à un carrosse, ou bien il sera réellement dictateur, il aura en mains guides et fouet, et il n'agira que d'après son bon plaisir, c'est-à-dire au profit exclusif de sa divine personne. Agir au nom du peuple c'est agir au nom de tout le monde, n'est-ce pas ? Et tout le monde n'est pas scientifiquement, harmoniquement, intelligemment révolutionnaire. Mais j'admets, pour me conformer à la pensée des blanquistes par exemple, — cette queue du carbonarisme, cette franc-maçonnerie babé-bouviste, ces invisibles d'une nouvelle espèce, cette société d'intelligences... secrètes — qu'il y a peuple et peuple, le peuple des frères initiés, les disciples du grand architecte populaire, et le peuple ou tourbe des profanes. Ces affiliés, ces conspirateurs émérites s'entendront-ils toujours entre eux ? Seront-ils toujours d'accord sur toutes les questions et dans toutes leurs sections ? Qu'un décret soit lancé sur la propriété ou sur la famille ou sur quoi que ce soit, les uns le trouveront trop radical, les autres pas assez. Mille poignards, pour lors, se lèveront mille fois par jour contre le forçat dictatorial. Il n'aurait pas deux minutes à vivre celui qui accepterait un pareil rôle. Mais il ne l'acceptera pas sérieusement, il aura sa coterie, tous les hommes de curée qui se serreront autour de lui, et lui fe-

ront un bataillon sacré de valets pour avoir les restes de son autorité, les miettes du pouvoir. Alors il pourra peut-être bien ordonner au nom du peuple, je ne dis pas le contraire, mais, à coup sûr, contre le peuple. Il fera fusiller ou déporter tout ce qui aura des velléités libertaires. Comme Charlemagne, ou je ne sais plus quel roi, qui mesurait les hommes à la hauteur de son épée, il fera décapiter toutes les intelligences qui dépasseront son niveau, il proscriera tous les progrès qui tendront plus loin que lui. Il fera comme tous les hommes de salut public, comme les politiques de 93, émules des jésuites de l'Inquisition, il propagera l'abêtissement général, il anéantira l'initiative particulière, il fera la nuit sur le jour naissant, les ténèbres sur l'idée sociale, il nous replongera, mort ou vif, dans le charnier de la civilisation, il fera du peuple, au lieu d'une autonomie intellectuelle et morale, une automatie de chair et d'os, un corps de brutes. Car, pour un dictateur politique comme pour un directeur Jésuite, ce qu'il y a de meilleur dans l'homme, ce qu'il y a de bon, c'est le cadavre !... D'autres, dans leur rêve de dictature, diffèrent quelque peu de ceux-ci, en ce sens qu'ils ne veulent pas de la dictature d'un seul, d'un Samson uni-tête, mais à mille ou à cent mâchoires de boudet, de la dictature des *petites merveilles* du prolétariat, réputées par elles intelligentes parce qu'elles ont débité un jour ou l'autre quelques banalités en prose ou en vers, qu'elles ont barbouillé leurs noms sur les listes du scrutin ou sur les registres de quelque petite chapelle politico-révolutionnaire ; la dictature enfin des têtes et des bras à poils pour faire concurrence aux Ratapoils et avec mission, comme de juste, d'exterminer les aristocrates ou les philistins. Ils pensent comme les premiers, que le mal n'est pas tant dans les institutions liberticides que dans le choix des hommes tyranniques. Égalitaires de nom, ils sont pour les castes en principe. Et en mettant au pouvoir les ouvriers à la place des bourgeois, ils ne doutent pas que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Mettre les ouvriers au pouvoir ! En vérité, il faut ne plus se souvenir. N'avons-nous pas eu Albert au gouvernement provisoire ? Est-il possible de voir rien de plus crétin ? Qu'a-t-il été, sinon un plastron ? À l'Assemblée constituante ou législative, nous avons eu les délé-

gués lyonnais ; s'il fallait juger des représentés par les représentants, ce serait un triste échantillon de l'intelligence des ouvriers de Lyon. Paris nous a gratifiés de Nadaud, nature épaisse, intelligence de mortier, qui rêvait la transformation de sa truelle en sceptre présidentiel — l'imbécile ! Puis aussi Corbon, le révérend de l'*Atelier*, et peut-être bien le moins jésuite, car lui, du moins, n'a pas tardé à jeter le masque et à prendre place au milieu et côte à côte des réacteurs.

Tels sur les marches du trône les courtisans sont plus royalistes que le roi, tels sur les degrés de l'autorité officielle ou légale les ouvriers républicains sont plus bourgeois que les bourgeois. Et cela se comprend : l'esclave affranchi et devenu maître exagère toujours les vices du planteur qui l'a éduqué. Il est d'autant plus disposé à abuser du commandement qu'il a été enclin ou forcé à plus de soumission et à plus de bassesse envers ses commandeurs. Un comité dictatorial composé d'ouvriers est certainement ce que l'on pourrait trouver de plus gonflé de suffisance et de nullité et, par conséquent, de plus anti-révolutionnaire. Si l'on veut prendre au sérieux le mot de salut public, c'est d'abord, et en toute occasion, d'évincer les ouvriers de toute autorité gouvernementale et ensuite, et toujours, d'évincer le plus possible de la société l'autorité gouvernementale elle-même. (Mieux vaut au pouvoir des ennemis suspects que des amis douteux.)

L'autorité officielle ou légale, de quelque nom qu'on la décore, est toujours mensongère et malfaisante. Il n'y a de vrai et de bienfaisant que l'autorité naturelle ou anarchique. Qui fut autorité en fait et en droit, en 48 ? Est-ce le gouvernement provisoire, la commission exécutive, Cavaignac ou Bonaparte ? Ni l'un ni l'autre. Car s'ils avaient en main la force brutale, ils n'étaient eux-mêmes que des instruments, les rouages engrenés de la réaction ; ils n'étaient donc pas des moteurs, mais des machines. Toutes les autorités gouvernementales, même les plus autocratiques, ne sont que cela. Elles fonctionnent par la volonté d'une faction et au service de cette faction, sauf les accidents d'intrigues, les explosions d'ambition comprimée. La véritable autorité en 48, l'autorité de salut universel ne fut donc pas dans le gouvernement, mais, comme toujours, en dehors du gouvernement, dans

l'initiative individuelle : Proudhon fut son plus éminent représentant (je parle dans le peuple et non dans la Chambre). C'est en lui que se personnifia l'agitation révolutionnaire des masses. Et pour cette représentation-là, il n'est besoin ni de titre, ni de mandat légalisé. Son seul titre, il lui venait de son travail, c'était sa science, son génie. Son mandat, il ne le tenait pas des autres, des suffrages arbitraires de la force brute, mais de lui seul, de la conscience et de la spontanéité de sa force intellectuelle. Autorité naturelle et anarchique, il eut toute la part d'influence à laquelle il pouvait prétendre. Et c'est une autorité qui n'a que faire de prétoriens, car elle est la dictature de l'intelligence : elle échauffe et elle vivifie. Sa mission n'est pas de garrotter ni de raccourcir les hommes, mais de les grandir de toute la hauteur de la tête, mais de les développer de toute la force d'expansion de leur nature mentale. Elle ne produit pas, comme l'autre, des esclaves au nom de la liberté publique, elle détruit l'esclavage au nom de l'autorité privée. Elle ne s'impose pas à la plèbe en se crénelant dans un palais, en se cuirassant de mailles de fer, en chevauchant parmi ses archers, comme les barons féodaux — elle s'affirme dans le peuple, comme s'affirment les astres dans le firmament, en rayonnant sur ses satellites !

Quelle puissance plus grande aurait eue Proudhon, étant gouvernement ? Non seulement il n'en aurait pas eu davantage, mais il en aurait eu beaucoup moins, en supposant même qu'il eût pu conserver au pouvoir ses passions révolutionnaires. Sa puissance lui venant du cerveau, tout ce qui aurait été de nature à porter entrave au travail de son cerveau aurait été une attaque à sa puissance. S'il eût été un dictateur botté et éperonné, armé de pied en cap, investi de l'écharpe et de la cocarde suzeraines, il eût perdu à politiquer avec son entourage tout le temps qu'il a employé à socialiser les masses. Il aurait fait de la réaction au lieu de faire de la révolution. Voyez plutôt le châtelain du Luxembourg, Louis Blanc, le mieux intentionné peut-être de tout le gouvernement provisoire, et cependant le plus perfide, celui qui a tiré les marrons du feu pour la réaction ; qui a livré les ouvriers sermonnés aux bourgeois armés ; qui a fait comme font tous les prédicateurs en soutane ou à rubans autoritaires, qui a prêché la

charité chrétienne aux pauvres afin de sauver le riche.

Les titres, les mandats gouvernementaux ne sont bons que pour les nullités qui, trop lâches pour être quelque chose par elles-mêmes, veulent paraître. Ils n'ont de raison d'être que pour la raison de ces avortons. L'homme fort, l'homme d'intelligence, l'homme qui est tout par le travail et rien par l'intrigue, l'homme qui est le fils de ses œuvres et non le fils de son père, de son oncle ou de n'importe quel patron, n'a rien à démêler avec ces attributions carnavalesques ; il les méprise, il les hait comme un travestissement qui souillerait sa dignité, comme quelque chose d'obscène et d'infamant. L'homme faible, l'homme ignorant, mais qui a le sentiment de l'humanité, doit les redouter aussi : il ne lui faut pour cela qu'un peu de bon sens. Car si toute arlequinade est ridicule, de plus elle est odieuse ; c'est quand elle porte latte !

Tout gouvernement dictatorial, qu'il soit entendu au singulier ou au pluriel, tout pouvoir démagogique ne pourrait que retarder l'avènement de la révolution sociale en substituant son initiative, quelle qu'elle fût, sa raison omnipotente, sa volonté civique et forcée à l'initiative anarchique, à la volonté raisonnée, à l'autonomie de chacun. La révolution sociale ne peut se faire que par l'organe de tous individuellement ; autrement elle n'est pas la révolution sociale. Ce qu'il faut donc, ce vers quoi il faut tendre, c'est placer tout le monde et chacun dans la possibilité, c'est-à-dire dans la nécessité d'agir, afin que le mouvement, se communiquant de l'un à l'autre, donne et reçoive l'impulsion du progrès et en décuple et en centuple ainsi la force.

Ce qu'il faut enfin, c'est autant de dictateurs qu'il y a d'êtres pensants, hommes ou femmes, dans la société, afin de l'agiter, de l'insurger, de la tirer de son inertie ; et non un Loyola à bonnet rouge, un général politique pour discipliner, c'est-à-dire immobiliser les uns et les autres, se poser sur leur poitrine ; sur leur cœur, comme un cauchemar, afin d'en étouffer les pulsations ; et sur leur front, sur leur cerveau, comme une instruction obligatoire ou catéchismale, afin d'en torturer l'entendement !

L'autorité gouvernementale, la dictature, qu'elle s'appelle empire ou république, trône ou fauteuil, sauveur de l'ordre ou comité de

salut public, qu'elle existe aujourd'hui sous le nom de Bonaparte ou demain sous le nom de Blanqui ; qu'elle sorte de Ham ou de Belle-Isle, qu'elle ait dans ses insignes un aigle ou un lion empaillé... la dictature n'est que le viol de la liberté par la virilité corrompue, par les syphilitiques ; c'est le mal césarien inoculé avec des semences de reproduction dans les organes intellectuels de la génération populaire. Ce n'est pas un baiser d'émancipation, une naturelle et féconde manifestation de la puberté, c'est une fornication de la virginité avec la décrépitude, un attentat aux mœurs, un crime comme d'abus du tuteur envers sa pupille... c'est un humanicide !

Il n'y a qu'une dictature révolutionnaire, qu'une dictature humanitaire : c'est la dictature intellectuelle et morale. Tout le monde n'est-il pas libre d'y participer ? Il suffit de le vouloir pour le pouvoir. Point n'est besoin autour d'elle, et pour la faire reconnaître, de bataillons de licteurs ni de trophées de baïonnettes ; elle ne marche escortée que de ses libres pensées, elle n'a pour sceptre que son faisceau de lumières. Elle ne fait pas la loi, elle la découvre ; elle n'est pas autorité, elle fait autorité. Elle n'existe que par la volonté du travail et le droit de la science. Qui la nie aujourd'hui l'affirmera demain. Car elle ne commande pas la manœuvre en se boutonnant dans son inertie, comme un colonel de régiment, mais elle ordonne le mouvement en prêchant d'exemple, elle démontre le progrès par le progrès.

— Tout le monde au même pas ! dit l'une, et c'est la dictature de la force brute, la dictature animale.

— Qui m'aime me suive ! dit l'autre, et c'est la dictature de la force intellectualisée, la dictature hominale.

L'une a pour appui tous les hommes bergers, tous les hommes troupeaux, tout ce qui commande et obéit au bercail, tout ce qui est domicilié dans la civilisation.

L'autre a pour elle les individualités faites hommes, les intelligences décivilisées.

L'une est la dernière représentation du paganisme moderne, le soir de clôture définitive, ses adieux au public.

L'autre est le début d'une ère nouvelle, son entrée en scène, le triomphe du socialisme.

L'un est si vieille qu'elle touche à la tombe ; l'autre est si jeune qu'elle touche au berceau.

— Vieille ! c'est la loi, — il faut mourir !

— C'est la loi de nature, enfant ! — tu grandiras !!

LE PROGRAMME ANARCHISTE

Errico Malatesta

Ce que nous voulons

Nous croyons que la plus grande partie des maux qui affligent les hommes découle de la mauvaise organisation sociale ; et que les hommes, par leur volonté et leur savoir, peuvent les faire disparaître.

La société actuelle est le résultat des luttes séculaires que les hommes se sont livrées entre eux. Ils ont méconnu les avantages qui pouvaient résulter pour tous de la coopération et de la solidarité. Ils ont vu en chacun de leurs prochains (sauf tout au plus les membres de leur famille) un concurrent et un ennemi. Et ils ont cherché à accaparer, chacun pour soi, la plus grande quantité de jouissances possible, sans s'occuper des intérêts d'autrui.

Dans cette lutte, naturellement, les plus forts et les plus chanceux devaient vaincre, et, de différentes manières, exploiter et opprimer les vaincus.

Tant que l'homme ne fut pas capable de produire plus que le strict nécessaire à sa survie, les vainqueurs ne pouvaient que mettre en fuite et massacrer les vaincus, et s'emparer des aliments récoltés.

Ensuite, lorsqu'avec la découverte de l'élevage et de l'agriculture, un homme sut produire davantage qu'il ne lui fallait pour vivre, les vainqueurs trouvèrent plus commode de réduire les vaincus au servage et de les faire travailler pour eux.

Plus tard, les vainqueurs trouvèrent plus avantageux, plus efficace et plus sûr d'exploiter le travail d'autrui par un autre système : garder pour soi la propriété exclusive de la terre et de tous les instruments de travail, et accorder une liberté apparente aux déshérités. Ceux-ci n'ayant pas les moyens de vivre, étaient contraints à recourir aux propriétaires et à travailler pour eux, aux conditions qu'ils leur fixaient.

Ainsi peu à peu, à travers un réseau compliqué de luttes de toute sorte, invasions, guerres, rébellions, répressions, concessions faites et reprises, association des vaincus unis pour se défendre, et des vainqueurs pour attaquer, on est arrivé à l'état actuel de la société, où quelques hommes détiennent héréditairement la terre et toutes les richesses sociales,

pendant que la grande masse, privée de tout, est frustrée et opprimée par une poignée de propriétaires.

De ceci dépend l'état de misère où se trouvent généralement les travailleurs, et tous les maux qui en découlent ; ignorance, crime, prostitution, dépérissement physique, abjection morale, mort prématurée. D'où la constitution d'une classe spéciale (le gouvernement) qui, pourvue des moyens matériels de répression, a pour mission de légaliser et de défendre les propriétaires contre les revendications des prolétaires. Elle se sert ensuite de la force qu'elle possède, pour s'arroger des privilèges et soumettre, si elle le peut, à sa suprématie même la classe des propriétaires. D'où la formation d'une autre classe spéciale (le clergé) qui par une série de fables sur la volonté de dieu, sur la vie future, etc., cherche à amener les opprimés à supporter docilement l'opresseur et qui, tout comme le gouvernement, sert les intérêts des propriétaires mais aussi les siens propres. D'où la formation d'une science officielle qui est, en tout ce qui peut servir les intérêts des dominateurs, la négation de la science véritable. D'où l'esprit patriotique, les haines de races, les guerres et les paix armées, plus désastreuses encore, peut-être, que les guerres elles-mêmes. D'où l'amour transformé en marché ignoble. D'où la haine plus ou moins larvée, la rivalité, la défiance, l'incertitude et la peur entre les êtres humains.

Nous voulons changer radicalement un tel état de choses. Et puisque tous ces maux dérivent de la recherche du bien-être poursuivie par chacun pour soi et contre tous, nous voulons leur donner une solution en remplaçant la haine par l'amour, la concurrence par la solidarité, la recherche exclusive du bien-être par la coopération, l'oppression par la liberté, le mensonge religieux et pseudo-scientifique par la vérité.

Par conséquent :

— Abolition de la propriété privée de la terre, des matières premières et des instruments de travail ; pour que personnes n'ait le moyen de vivre en exploitant le travail d'autrui, et que tous, assurés des moyens de produire et de vivre, soient véritablement indépendants et puissent s'associer librement les uns les

autres, dans l'intérêt commun et conformément à leurs affinités personnelles.

— Abolition du gouvernement et de tout pouvoir qui fasse la loi pour l'imposer aux autres. Donc abolition des monarchies, républiques, parlements, armées, polices, magistratures et de toute institution ayant des moyens coercitifs.

— Organisation de la vie sociale au moyen des associations libres, et des fédérations de producteurs et consommateurs, créées et modifiées selon la volonté des membres, guidées par la science et l'expérience, et dégagées de toute obligation qui ne dériverait pas des nécessités naturelles, auxquelles chacun se soumet volontiers, lorsqu'il en a reconnu le caractère inéluctable.

— Garantie des moyens de vie, de développement, de bien-être aux enfants et à tous ceux qui sont incapables de pourvoir à leur existence.

— Guerre aux religions, et à tous les mensonges, même s'ils se cachent sous le manteau de la science. Instruction scientifique pour tous, jusqu'aux degrés les plus élevés.

— Guerre au patriotisme. Abolition des frontières, fraternité entre tous les peuples.

— Reconstruction de la famille, de telle manière qu'elle résulte de la pratique de l'amour, libre de toute chaîne légale, de toute oppression économique ou physique, de tout préjugé religieux.

Tel est notre idéal.

Voies et moyens

Nous avons exposé jusqu'à présent quel est le but que nous voulons atteindre, l'idéal pour lequel nous luttons.

Mais il ne suffit pas de désirer une chose ; si on veut l'obtenir, il faut certainement employer les moyens adaptés à sa réalisation. Et ces moyens ne sont pas arbitraires ; ils dérivent nécessairement des fins que l'on se propose et des circonstances dans lesquelles on lutte. En se trompant sur le choix des moyens, on n'atteint pas le but envisagé, mais on s'en éloigne, vers des réalités souvent opposées, et qui sont la conséquence naturelle et nécessaire des méthodes que l'on emploie. Qui se met en chemin et se trompe de route, ne va pas où il veut, mais où le mène le chemin qu'il a pris.

Il faut donc dire quels sont les moyens qui, selon nous, conduisent à notre idéal, et que nous entendons employer.

Notre idéal n'est pas de ceux dont la pleine réalisation dépend de l'individu considéré isolément. Il s'agit de changer la manière de vivre en société ; d'établir entre les hommes des rapports d'amour et de solidarité, de réaliser la plénitude du développement matériel, moral et intellectuel, non pour un individu isolé, non pour les membres d'une certaine classe ou d'un certain parti, mais pour tous les êtres humains. Cette transformation n'est pas une mesure que l'on puisse imposer par la force ; elle doit surgir de la conscience éclairée et de chacun, pour entrer dans les faits par le libre consentement de tous.

Notre première tâche doit donc être de persuader les gens.

Il faut que nous attirions l'attention des hommes sur les maux dont ils souffrent, et sur la possibilité de les détruire. Il faut que nous suscitions en chacun la sympathie pour les souffrances d'autrui, et le vif désir du bien de tous.

À qui a faim et froid, nous montrerons qu'il serait possible et facile d'assurer à tous la satisfaction des besoins matériels. À qui est opprimé et méprisé, nous dirons comment on peut vivre heureusement dans une société de libres et d'égaux. À qui est tourmenté par la haine et la rancune, nous indiquerons le chemin pour rejoindre l'amour de ses semblables, la paix et la joie du cœur.

Et quand nous aurons réussi à répandre dans l'âme des hommes le sentiment de la révolte contre les maux injustes et inévitables, dont on souffre dans la société actuelle, et à faire comprendre quelles en sont les causes et comment il dépend de la volonté humaine de les éliminer ; quand nous aurons inspiré le désir vif et passionné de transformer la société pour le bien de tous, alors les convaincus, par leur élan propre et par la persuasion de ceux qui les ont précédés dans la conviction, s'uniront et voudront et pourront mettre en œuvre l'idéal commun.

Il serait — nous l'avons déjà dit — absurde et en contradiction avec notre but de vouloir imposer la liberté, l'amour entre les hommes, le développement intégral de toutes les facultés humaines, par la force. Il faut donc compter sur la libre volonté des autres, et la seule chose que nous puissions faire est de provoquer la formation et la manifestation de cette volonté. Mais il serait également absurde et en contradiction avec notre but d'admettre que ceux qui ne pensent pas comme nous, nous empêchent de réaliser notre volonté, du moment que nous ne les privons pas du droit à une liberté égale à la nôtre.

Liberté, donc, pour tous de propager et d'expérimenter leurs propres idées, sans autres limites que celles qui résultent naturellement de l'égale liberté de tous.

Mais à cela s'opposent par la force brutale les bénéficiaires des privilèges actuels, qui dominent et règlent toute la vie sociale présente.

Ils ont en main tous les moyens de production ; ils suppriment ainsi non seulement la possibilité d'appliquer de nouvelles formes de vie sociale, le droit des travailleurs à vivre librement de leur travail, mais aussi le droit même à l'existence. Ils obligent les non-propriétaires à se laisser exploiter et opprimer, s'ils ne veulent pas mourir de faim.

Les privilégiés ont les polices, les magistratures, les armées, créées exprès pour les défendre et poursuivre, incarcérer, massacrer les opposants.

Même en laissant de côté l'expérience historique qui nous démontre que jamais une classe privilégiée ne s'est dépouillée, en tout ou en partie, de ses privilèges et que jamais un gouvernement n'a abandonné le pouvoir sans y être obligé par la force, les faits contemporains suffisent à convaincre quiconque

que les gouvernements et les bourgeois entendent user de la force matérielle pour leur défense, non seulement contre l'expropriation totale, mais contre les moindres revendications populaires, et qu'ils sont toujours prêts à recourir aux persécutions les plus atroces, aux massacres les plus sanglants.

Au peuple qui veut s'émanciper, il ne reste qu'une issue : opposer la violence à la violence.

Il en résulte que nous devons travailler pour réveiller chez les opprimés le vif désir d'une transformation radicale de la société, et les persuader qu'en s'unissant, ils ont la force de vaincre. Nous devons propager notre idéal et préparer les forces morales et matérielles nécessaires pour vaincre les forces ennemies et organiser la nouvelle société. Lorsque nous aurons la force suffisante, nous devons, profitant des circonstances favorables qui se produiront, ou les provoquant nous-mêmes, faire la révolution sociale ; abattre par la force le gouvernement, exproprier par la force les propriétaires, mettre en commun les moyens de subsistance et de production, et empêcher que de nouveaux gouvernants ne viennent imposer leur volonté et s'opposer à la réorganisation sociale faite directement par les intéressés.

Tout cela est cependant moins simple qu'il ne le semble à première vue. Nous avons à faire aux hommes tels qu'ils sont dans la société actuelle, dans des conditions morales et matérielles très défavorables ; et nous nous tromperions en pensant que la propagande suffit à élever au niveau de développement intellectuel et moral nécessaire à la réalisation de notre idéal.

Entre l'homme et l'ambiance sociale, il y a une action réciproque. Les hommes font la société telle qu'elle est, et la société fait les hommes tels qu'ils sont, il en résulte une sorte de cercle vicieux. Pour transformer la société il faut transformer les hommes, et pour transformer les hommes, il faut transformer la société.

La misère abrutit l'homme et pour détruire la misère, il faut que les hommes aient la conscience et la volonté. L'esclavage apprend aux hommes à être serviles, et pour se libérer de l'esclavage, il faut des hommes aspirant à la liberté. L'ignorance fait que les hommes ne connaissent pas les causes de leurs maux et ne

savent pas y remédier ; et pour détruire l'ignorance, il faudrait que les hommes aient le temps et les moyens de s'instruire.

Le gouvernement habitue les gens à subir la loi et à croire qu'elle est nécessaire à la société ; et pour abolir le gouvernement il faut que les hommes soient persuadés de son inutilité et de sa nocivité.

Comment sortir de cette impasse ?

Heureusement, la société actuelle n'a pas été formée par la claire volonté d'une classe dominante qui aurait su réduire tous les dominés à l'état d'instruments passifs et inconscients de leurs intérêts. La société actuelle est la résultante de mille luttes intestines, de mille facteurs naturels et humains agissant au hasard, sans direction consciente ; et enfin, il n'y a point de division nette, absolue, entre individus, ni entre classes.

Les variétés des conditions matérielles sont infinies ; infinis les degrés de développement moral et intellectuel. Il est même rare que le poste de chacun dans la société corresponde à ses facultés et à ses aspirations. Souvent des hommes tombent dans des conditions inférieures à celles qui étaient les leurs ; et d'autres, par des circonstances particulièrement favorables, réussissent à s'élever au-dessus du niveau où ils sont nés. Une partie notable du prolétariat est déjà arrivés à sortir de l'état de misère absolue, abrutissante, ou n'a jamais pu y être réduite. Aucun travailleur, ou presque, ne se trouve dans un état d'inconscience complète, d'acquiescement total des conditions que lui font les patrons. Et les institutions elles-mêmes, qui sont les produits de l'histoire contiennent des contradictions organiques qui sont comme des germes de mort, dont le développement amène la dissolution de la structure sociale et la nécessité de sa transformation.

Par-là, la possibilité du progrès existe. Mais non pas la possibilité de porter, au moyen de la seule propagande, tous les hommes au niveau nécessaire pour que nous puissions réaliser l'anarchie, sans une transformation graduelle préalable du milieu.

Le progrès doit cheminer à la fois et parallèlement chez les individus et dans le milieu social. Nous devons profiter de tous les moyens, de toutes les possibilités, de toutes les occasions que nous laisse le milieu actuel, pour agir sur les hommes et développer leur cons-

science et leurs aspirations. Nous devons utiliser tous les progrès réalisés dans la conscience des hommes pour les amener à réclamer et à imposer les plus grandes transformations sociales actuellement possibles, ou celle qui serviront le mieux à ouvrir la voie à des progrès ultérieurs.

Nous ne devons pas attendre de pouvoir réaliser l'anarchie ; et, en attendant, nous limiter à la propagande pure et simple. Si nous faisons ainsi, nous aurons bientôt épuisé notre champ d'action. Nous aurons convaincu, sans doute, tous ceux qui, dans les circonstances du milieu actuel, sont susceptibles de comprendre et d'accepter nos idées, mais notre propagande ultérieure resterait stérile. Et, même si les transformations du milieu élevaient de nouvelles couches populaires à la possibilité de concevoir des idées neuves, cela aurait lieu sans notre œuvre, voire contre, et donc au préjudice de nos idées.

Nous devons chercher à ce que le peuple, dans sa totalité et dans ses différentes fractions, réclame, impose et réalise lui-même, toutes les améliorations, toutes les libertés qu'il désire, à mesure qu'il en conçoit le besoin, et qu'il acquiert la force de les imposer. Ainsi, en propageant toujours notre programme intégral et en luttant sans cesse pour sa réalisation complète, nous devons inciter le peuple à prétendre et à imposer toujours davantage, jusqu'à ce qu'il parvienne à son émancipation définitive.

La lutte économique

L'oppression qui aujourd'hui pèse le plus directement sur les travailleurs, et qui est la cause principale de toutes les sujétions morales et matérielles qu'ils subissent, c'est l'oppression économique. Autrement dit, c'est l'exploitation que les patrons et les commerçants exercent sur le travail, grâce à l'accaparement de tous les grands moyens de productions et d'échange.

Pour supprimer radicalement et sans retour possible cette exploitation, il faut que le peuple, dans son ensemble, soit convaincu qu'il possède l'usage des moyens de production, et qu'il applique ce droit primordial en expropriant ceux qui monopolisent le sol et la richesse sociale, pour la mettre à la disposition de tous.

Mais, est-il possible de passer directement, sans degrés intermédiaires, de l'enfer où vit aujourd'hui le prolétariat au paradis de la propriété commune ? La preuve que le peuple n'en est pas encore capable, est qu'il ne le fait pas. Que faire pour arriver à l'expropriation ? Notre but est de préparer le peuple, moralement et matériellement, à cette expropriation nécessaire ; d'en tenter et d'en renouveler la tentative, autant de fois qu'une secousse révolutionnaire nous en donne l'occasion, jusqu'au triomphe définitif. Mais de quelle manière pouvons-nous préparer le peuple ? De quelle manière pouvons-nous réaliser les conditions qui rendront possible, non seulement le fait matériel de l'expropriation, mais l'utilisation à l'avantage de tous de la richesse commune ?

Nous avons dit plus haut que la seule propagande, orale ou écrite, est impuissante à conquérir à nos idées toute la grande masse populaire. Il faut une éducation pratique, qui soit tour à tour la cause et le résultat de la transformation graduelle du milieu. Il faut faire se développer peu à peu chez les travailleurs le sens de la rébellion contre les sujétions et les souffrances inutiles, dont ils sont victimes et le désir d'améliorer leurs conditions. Unis et solidaires, ils luttent pour obtenir ce qu'ils désirent.

Et nous comme anarchistes et comme travailleurs, nous devons les inciter et les encourager à la lutte, et lutter avec eux.

Mais ces améliorations sont-elles possibles en système capitaliste ? Sont-elles utiles du point de vue de la future émancipation intégrale par la révolution ?

Quels que soient les résultats pratiques de la lutte pour les améliorations immédiates, leur utilité principale est dans la lutte elle-même. C'est par elle que les travailleurs apprennent à défendre leurs intérêts de classe, comprennent que les patrons et les gouvernants ont des intérêts opposés aux leurs, et qu'ils ne peuvent améliorer leurs conditions, encore moins s'émanciper, autrement qu'en s'unissant entre eux et en devenant plus forts que les patrons. S'ils réussissent à obtenir ce qu'ils veulent, ils vivront mieux. Ils gagneront davantage, ils travailleront moins, ils auront plus de temps et de force pour réfléchir aux choses qui les intéressent ; et ils sentiront soudain des désirs et des besoins plus grands. S'ils ne réussissent

pas, ils seront conduits à étudier les causes de leur échec et à reconnaître la nécessité d'une plus grande union, d'une plus grande énergie ; et ils comprendront enfin que pour vaincre sûrement et définitivement, il faut détruire le capitalisme. La cause de la révolution, la cause de l'élévation morale des travailleurs et de leur émancipation ne peuvent que gagner du fait que les ouvriers s'unissent et luttent pour leurs intérêts.

Mais encore une fois, est-il possible que les travailleurs réussissent dans l'état actuel des choses, à améliorer réellement leurs conditions ?

Cela dépend du concours d'une infinité de circonstances. Quoi qu'en disent quelques-uns, il n'existe aucune loi naturelle (loi des salaires) qui détermine la part qui va au travailleur sur le produit de son travail. Ou, si l'on veut formuler une loi, elle ne pourrait être que la suivante : le salaire ne peut descendre normalement au-dessous de ce qui est nécessaire à la conservation de la vie, et ne peut normalement s'élever au point de ne plus laisser aucun profit au patron. Il est clair que, dans le premier cas, les ouvriers mourraient, et ainsi ne recevraient plus de salaire ; et que, dans le second cas, les patrons cesseraient de faire travailler et par conséquent ne paieraient plus rien. Mais entre ces deux extrêmes impossibles, il y a une infinité de degrés, qui vont des conditions presque animales de beaucoup de travailleurs agricoles, jusqu'à celle presque décentes des ouvriers, dans de bons métiers, dans les grandes villes.

Le salaire, la longueur de la journée et toutes les autres conditions de travail sont le résultat des luttes entre patrons et ouvriers. Les premiers cherchent à donner aux travailleurs le moins possible et à les faire travailler jusqu'à épuisement complet ; les autres s'efforcent — ou devraient s'efforcer — de travailler le moins possible et à gagner le plus possible. Là où les travailleurs se contentent de tout et, même mécontents, ne savent pas opposer de résistance valable aux patrons, ils sont bientôt réduits à des conditions de vie presque animale. Là, au contraire, où ils ont une haute idée de ce que devraient être les conditions d'existence des êtres humains ; là où ils savent s'unir et, par le refus du travail et la menace latente ou explicite de la révolte, imposer que les patrons les respectent, là ils sont

traités d'une manière relativement supportable. Ainsi, on peut dire que, dans une certaine mesure, le salaire est ce que l'ouvrier exige, non en tant qu'individus, mais en tant que classe.

En luttant, donc, en résistant aux patrons, les salariés peuvent s'opposer, jusqu'à un certain point, à l'aggravation de leur situation ; et même, obtenir des améliorations réelles. L'histoire du mouvement ouvrier a déjà démontré cette vérité.

Il ne faut cependant pas exagérer la portée de ces luttes entre exploités et exploités sur le terrain exclusivement économique. Les classes dirigeantes peuvent céder, et cèdent souvent, aux exigences ouvrières énergiquement exprimées, tant qu'elles ne sont pas trop grandes. Mais quand les salariés commencent — et il est urgent qu'ils le fassent — à réclamer des augmentations telles qu'elles absorberaient tout le profit patronal et constitueraient ainsi une expropriation indirecte, il est certain que les patrons feraient appel au gouvernement et chercheraient à ramener par la violence les ouvriers aux conditions de tous les esclaves salariés.

Et avant, bien avant que les ouvriers puissent prétendre à recevoir en compensation de leur travail, l'équivalent de tout ce qu'ils ont produit, la lutte économique devient impuissante à assurer un sort meilleur.

Les ouvriers produisent tout et sans leur travail, on ne peut vivre. Il semble donc qu'en refusant de travailler, les travailleurs pourraient imposer toutes leurs volontés. Mais l'union de tous les travailleurs, même d'un seul métier, même d'un seul pays, est difficilement réalisable. À l'union des ouvriers s'oppose l'union des patrons. Les premiers vivent au jour le jour, et, s'ils font grève, ils manquent bientôt de pain. Les autres disposent par l'argent de tout ce qui a été produit ; ils peuvent attendre que la faim réduise les salariés à leur merci. L'invention ou l'introduction de nouvelles machines rend inutile le travail d'un grand nombre de travailleurs, accroissant l'armée des chômeurs, que la faim oblige à se vendre à n'importe quel prix. L'immigration apporte soudain, dans les pays où les conditions sont plus favorables, des foules de travailleurs affamés qui, bon gré mal gré, donnent au patronat le moyen de baisser les salaires. Et tous ces faits, dérivant

nécessairement du système capitaliste, réussissent à contrebalancer le progrès de la conscience et de la solidarité ouvrière. Souvent même, ils ont un effet plus rapide que ce progrès qu'ils arrêtent et détruisent. Ainsi il reste toujours ce fait primordial que la production dans le système capitaliste est organisée par chaque employeur pour son profit personnel, et non pour satisfaire les besoins des travailleurs.

Le désordre, le gaspillage des forces humaines, la pénurie organisée, les travaux nocifs et malsains, le chômage, l'abandon des terres, la sous-utilisation des machines, etc., sont autant de maux qu'on ne peut éviter qu'en enlevant aux capitalistes les moyens de production, et par conséquent la direction de la production.

Les ouvriers qui s'efforcent de s'émanciper ou ceux qui ne cherchent qu'à améliorer vraiment leurs conditions, doivent rapidement se défendre contre le gouvernement, l'attaquer, car il légitime et soutient par la force brutale le droit de propriété, il est un barrage au progrès, barrage qu'il faut faire sauter, si on ne veut pas rester indéfiniment dans les conditions présentes ou d'autres, pires.

De la lutte économique, il faut passer à la lutte politique, c'est-à-dire contre le gouvernement. Au lieu d'opposer aux millions des capitalistes, les quelques centimes réunis péniblement par les ouvriers, il faut opposer aux fusils et aux canons qui défendent la propriété, les moyens les meilleurs que le peuple trouvera pour vaincre la force par la force.

La lutte politique

Par la lutte politique, nous entendons la lutte contre le gouvernement. Le gouvernement est l'ensemble des individus qui détiennent le pouvoir de faire la loi et de l'imposer aux gouvernés, c'est-à-dire au public.

Le gouvernement est la conséquence de l'esprit de domination et de violence, que des hommes ont imposé à d'autres, et en même temps, il est la créature et le créateur des privilèges et aussi leur défenseur naturel.

Il est faux de dire que le gouvernement remplit aujourd'hui le rôle de protecteur du capitalisme, et qu'une fois ce dernier aboli, il deviendrait le représentant et le gérant des inté-

rêts de tous. D'abord, le capitalisme ne sera pas détruit tant que les travailleurs, s'étant débarrassé du gouvernement, n'auront pas pris possession de toute la richesse sociale et organisé eux-mêmes la production et la consommation, dans l'intérêt de tous, sans attendre que l'initiative vienne du gouvernement, qui au demeurant en est incapable.

Si l'exploitation capitaliste était détruite, et le principe gouvernemental conservé, alors, le gouvernement en distribuant toutes sortes de privilèges ne manquerait pas de rétablir un nouveau capitalisme. Ne pouvant contenter tout le monde, le gouvernement aurait besoin d'une classe économiquement puissante pour le soutenir, en échange de la protection légale et matérielle qu'elle recevrait de lui.

On ne peut pas abolir les privilèges et établir définitivement la liberté et l'égalité sociale, sans mettre fin au Gouvernement, et non à tel ou tel gouvernement, mais à l'institution gouvernementale elle-même.

En cela comme pour tout ce qui concerne l'intérêt général, et plus encore ce dernier, il faut le consentement de tous. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de persuader les gens que le gouvernement est inutile et nuisible, et qu'on vit mieux en s'en passant. Mais comme nous l'avons déjà dit, la seule propagande est impuissante à atteindre tout cela ; et si nous nous contentions de prêcher contre le gouvernement, en attendant, les bras croisés, le jour où les gens seraient convaincus de la possibilité et de l'utilité d'abolir complètement toute espèce de gouvernement, ce jour n'arriverait jamais.

En dénonçant toujours toute espèce de gouvernement, en réclamant toujours la liberté intégrale, nous devons favoriser tout combat pour des libertés partielles, convaincus que c'est par la lutte qu'on apprend à lutter. En commençant à goûter à la liberté, on finit par la vouloir entièrement. Nous devons toujours être avec le peuple ; et lorsque nous ne réussissons pas à lui faire vouloir beaucoup, chercher à ce que, du moins, il commence à exiger quelque chose. Et nous devons nous efforcer à ce qu'il apprenne à obtenir par lui-même ce qu'il veut — peu ou beaucoup — et à haïr et à mépriser quiconque est ou veut aller au gouvernement.

Puisque le gouvernement détient aujourd'hui le pouvoir de régler par des lois la vie sociale,

d'élargir ou de restreindre la liberté des citoyens ; et puisque nous ne pouvons pas encore lui arracher ce pouvoir, nous devons chercher à l'affaiblir et l'obliger à en faire l'usage le moins dangereux possible. Mais cette action, nous devons la mener toujours hors et contre le gouvernement, par l'agitation dans la rue, en menaçant de prendre de force ce qu'on réclame. Jamais nous ne devons accepter une fonction législative, qu'elle soit nationale ou locale, car ce faisant, nous diminuerions l'efficacité de notre action et trahirions l'avenir de notre cause.

La lutte contre le gouvernement consiste, en dernière analyse, à la lutte physique et matérielle.

Le gouvernement fait la loi. Il doit donc disposer d'une force matérielle (armée et police) pour imposer la loi. Autrement, obéirait qui voudrait et il n'y aurait plus de loi, mais une simple proposition, que chacun serait libre d'accepter ou de refuser. Les gouvernements ont cette force et s'en servent pour renforcer leur domination, dans l'intérêt des classes privilégiées, en opprimant et en exploitant les travailleurs.

La seule limite à l'oppression gouvernementale est la force que le peuple se montre capable de lui opposer. Il peut y avoir conflit, ouvert ou latent, mais il y a toujours conflit. Car le gouvernement ne s'arrête devant le mécontentement et la résistance populaire que lorsqu'il sent le danger d'une insurrection.

Quand le peuple se soumet docilement à la loi, ou que la protestation reste faible et platonique, le gouvernement prend ses aises, sans s'occuper des besoins du peuple. Quand la protestation est vive, insiste et menace, le gouvernement, selon son humeur, cède ou réprime. Mais il faut toujours en arriver à l'insurrection, parce que si le gouvernement ne cède pas, le peuple finit par se rebeller ; et, s'il cède, le peuple prend confiance en lui-même et exige toujours plus, jusqu'à ce que l'incompatibilité entre la liberté et l'autorité soit évidente et déclenche le conflit.

Il est donc nécessaire de se préparer moralement et matériellement pour que quand la lutte violente éclatera, la victoire reste au peuple.

L'insurrection victorieuse est le fait le plus efficace pour l'émancipation populaire, parce que le peuple, après avoir rompu le joug, de-

vient libre de se donner les institutions qu'il croit les meilleures. La distance, qu'il y a entre la loi (toujours retardataire) et le niveau de civisme auquel est parvenue la masse de la population, peut-être franchie d'un saut. L'insurrection détermine la révolution, c'est-à-dire l'activité rapide des forces latentes accumulées durant l'évolution précédente.

Tout dépend de ce que le peuple est capable de vouloir.

Dans les insurrections passées, le peuple, inconscient des véritables causes de ses maux, a toujours voulu bien peu et a obtenu bien peu.

Que voudra-t-il dans les prochaines insurrections ?

Cela dépend en grande partie de la valeur de notre propagande et de l'énergie que nous saurons déployer.

Nous devons inciter le peuple à exproprier les possédants et à mettre en commun leurs biens, à organiser la vie sociale lui-même, par des associations librement constituées, sans attendre l'ordre de personne, à refuser de nommer ou de reconnaître un gouvernement quelconque et tout corps constitué (Assemblée, Dictature, etc.) qui s'attribuerait, même à titre provisoire, le droit de faire la loi et d'imposer aux autres leur volonté par la force. Si la masse du peuple ne répond pas à notre appel, nous devons, au nom du droit que nous avons d'être libres même si les autres veulent demeurer esclaves, et pour montrer l'exemple, appliquer le plus possible nos idées : ne pas reconnaître le nouveau gouvernement, maintenir vive la résistance, faire que les communes, où nos idées sont reçues avec sympathie, repoussent toute ingérence gouvernementale et continuent à vivre à leur manière.

Nous devons surtout nous opposer par tous les moyens à la reconstitution de la police et de l'armée, et profiter de toute occasion propice pour inciter les travailleurs à utiliser le manque de forces répressives pour imposer le maximum de revendications.

Quelle que soit l'issue de la lutte, il faut continuer à combattre sans répit, les possesseurs, les gouvernants, en ayant toujours en vue l'émancipation complète économique et morale de toute l'humanité.

Conclusion

Nous voulons donc abolir radicalement la domination et l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous voulons que les hommes, unis fraternellement par une solidarité consciente, coopèrent volontairement au bien-être de tous. Nous voulons que la société soit constituée dans le but de fournir à tous les moyens d'atteindre le même bien-être possible, le plus grand développement possible, moral et matériel. Nous voulons pour tous le pain, la liberté, l'amour et la science.

Pour ce faire, nous estimons nécessaire que les moyens de production soient à la disposition de tous et qu'aucun homme, ou groupe d'hommes, ne puisse obliger les autres à obéir à sa volonté ; ni à exercer son influence autrement que par le raisonnement et l'exemple.

Donc : expropriation des détenteurs du sol et du capital à l'avantage de tous et abolition du gouvernement.

En attendant : propagande de l'idéal ; organisation des forces populaires ; combat continu, pacifique ou violent, selon les circonstances, contre le gouvernement et contre les propriétaires pour conquérir le plus possible de liberté et de bien-être pour tous.

BIOGRAPHIE DE JOSEPH DÉJACQUE

établie sur le site wikipedia
(licence ci-après)

*“Voile au vent fils ! de la pensée,
Marcheurs dont l’âme est le grément
Voile au vent, et flamme hissée.
— L’idéal... c’est le mouvement.”*
Le Libertaire, n°27, janvier 1861

Joseph Déjacque (né à Paris le 27 décembre 1821 et mort à Gentilly le 18 novembre 1865) est un militant et écrivain anarchiste. Il a créé le néologisme “libertaire”, par opposition à libéral, dans son pamphlet “De l’Être-Humain mâle et femelle, lettre à P. J. Proudhon” publié en 1857 à La Nouvelle-Orléans.

“Ouvrier-poète” selon un modèle né dans les milieux saints-simoniens de la monarchie de Juillet et authentique prolétaire, Joseph Déjacque a écrit lors d’un long exil en Europe puis aux États-Unis à la suite du coup d’État du 2 décembre 1851 une œuvre abondante et emportée.

À partir de 1858, il a publié ses textes lui-même, dans *Le Libertaire*, journal du mouvement social dont vingt-sept numéros paraissent à New York jusqu’en 1861, en dépit des difficultés financières de l’auteur-éditeur. Ouvrier décorateur, colleur de papier peint, Déjacque en reste l’unique contributeur, tenant, en des colonnes serrées et une plume farouche, la chronique de l’actualité politique et sociale de son temps : compétitions, luttes des grandes Nations en Europe et triomphe de l’autoritarisme de carnaval, du bonapartiste bourgeois en France, campagne antiesclavagiste de John Brown, prélude à la guerre de sécession, misères et illusions de la multitude d’immigrant qu’il côtoie en Amérique. Omniprésent, le sort des ouvriers dans les grandes villes industrielles des deux rives, les “esclaves” du capitalisme. Il y publie aussi en feuilleton, divers textes théoriques et polémiques et une utopie : “L’Humanisphère, Utopie anarchique” qui est resté son texte le plus lu, le seul à avoir connu plusieurs éditions au XX^e siècle. Ignoré dans son pays d’origine malgré le succès du mot qu’il a inventé, Joseph Déjacque suscite un nouvel intérêt depuis que l’ensemble de son œuvre est disponible sur internet.

Né en 1821, Joseph Déjacque grandit orphelin de père, élevé par sa mère, lingère. Il entre en

1834 comme apprenti, il devient, en 1839, commis de vente dans un commerce de papiers-peints. Mais, en 1841, il s’engage dans la Marine, il découvre l’Orient mais aussi l’autoritarisme militaire. De retour à la vie civile en 1843, il exerce comme commis de magasin, mais son indépendance d’esprit s’accommode mal de l’autorité patronale.

En 1847, il commence à s’intéresser aux idées socialistes, compose des poèmes dans lesquels il appelle à la destruction de toute autorité par la violence, et collabore au journal *L’Atelier*, un journal écrit par des ouvriers pour des ouvriers qui prône le socialisme.

Inscrit le 10 mai 1848 aux Ateliers nationaux, Joseph Déjacque assiste à l’insurrection de juin 1848. Il est membre du Club des Femmes fondé en avril 1848 avec comme présidente Eugénie Niboyet¹, il collabore également au journal impulsé par les militantes de ce club : *La Voix des femmes*, mené par Jeanne Deroin² et Pauline Roland³. Arrêté, bien qu’il n’ait pas participé directement à l’insurrection, il est transporté à Cherbourg, ramené à Paris, libéré en mars ou avril 1849, puis emprisonné de nouveau.

En août 1851, il publie son premier recueil de poésies, “Les Lazaréennes, fables et poésies sociales”. Le gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte fait saisir l’ouvrage et poursuivre auteur et imprimeur pour “excitations à la haine et au mépris du gouvernement de la République, à la haine et au mépris des citoyens les uns contre les autres, enfin l’apologie de faits qualifiés crimes par la loi pénale”. La destruction du livre est ordonnée par arrêt de la cour d’assises de la Seine le 22 octobre 1851. Joseph Déjacque est condamné à deux ans de prison et 2000 francs d’amende, son imprimeur, Jean-Baptiste Prosper Beaulé, à six mois de prison et 2000 francs d’amende. Pour échapper à cette condamnation Joseph Déjacque se réfugie d’abord à Bruxelles puis à Londres, où il se lie

¹ Eugénie Mouchon, dite Eugénie Niboyet (1796-1883) autrice et journaliste française. Philanthrope protestante et militante des droits des femmes, elle est une figure importante du féminisme au XIX^e siècle.

² Jeanne Deroin (1805-1894), féministe et socialiste française.

³ Marie Désirée Pauline Roland (1805-1852), féministe socialiste française.

à Gustave Lefrançais⁴ avec qui il fonde une société d'entraide ouvrière *La Sociale*, avant de rejoindre la petite communauté de proscrits regroupés à Jersey.

Le 26 juillet 1853, il prononce un discours lors de l'enterrement de Louise Julien⁵, une proscrie du Belleville populaire, morte dans la misère, prenant la parole après Victor Hugo qui avait été désigné par l'assemblée générale des proscrits.

Installé à New York à partir de 1854, durablement marqué par la défaite de 1848, Joseph Déjacque dénonce violemment dans ses écrits l'injustice de la société dans laquelle il vit et en particulier l'exploitation et les conditions de vies misérables des prolétaires et appelle à la révolution sociale. Ses réflexions sur l'existence individuelle dans le monde industriel et capitaliste, l'amène à élaborer aussi une théorie originale de l'universalité et à prôner une politique anarchiste intransigeante qu'il expose notamment dans "L'Humanisme, utopie anarchique" (New-York, 1857) et à travers divers autres textes qu'il publie dans son journal *Le Libertaire* dont vingt-sept numéros paraissent à New York de juin 1858 à février 1861.

Anarchiste intransigeant, Joseph Déjacque rejette tout système de représentation ou de délégation politique qui conduirait l'individu à abdiquer sa volonté en laissant un autre s'exprimer à sa place. Refus qui, selon ses propres déclarations, a motivé son intervention en réponse à Victor Hugo et qu'il développe dans "La question révolutionnaire" écrite à Jersey et publiée à son arrivée à New York en 1854. Partisan de la plus complète liberté qu'il nomme "souveraineté individuelle", dans un monde sans exploitation, Joseph Déjacque est connu aussi pour avoir, parmi les premiers, dans "De l'Être-Humain mâle et femelle", en réponse à la misogynie de Proudhon, réclamé notamment la parité totale pour les femmes. En 1855, il signe le ma-

nifeste inaugural de l'Association internationale fondée à Londres. Cette association réunit des socialistes français, des communistes allemands, des chartistes anglais, ainsi que des socialistes polonais, elle est considérée comme une préfiguration de l'Association internationale des travailleurs. Cette association s'implante aussi aux États-Unis grâce aux réfugiés français : Joseph Déjacque, donc, mais aussi Claude Pelletier⁶ et Frédéric Tuefferd⁷ et d'autres.

Alors que débute la Guerre de Sécession, Déjacque publie un dernier numéro du *Libertaire* en janvier 1861 avec un appel pressant : "La Question Américaine, l'irrépressible conflit" dans lequel il exhorte le peuple américain, qu'il aimerait "moins religieux et plus socialiste", à défendre la liberté et la République contre les "Jésuites, les esclavagistes", "les absolutistes", "contre les ennemis nocturnes, [...] les autoritaires" qui sont à sa porte.

Si, lui, "homme libre du globe, et [se] considérant partout comme dans [sa] patrie" offre encore ses services, on sent de la lassitude dans le rappel de ses avertissements précédents. Cet affrontement qu'il a prévu va certes conduire à l'abolition de l'esclavage des noirs que Déjacque, a toujours combattu depuis son arrivée en Amérique, en ayant constaté lui-même les ravages lors de ses séjours à La Nouvelle-Orléans, mais il pressent que les masses américaines empreintes de religiosité et avides de saisir les promesses du nouveau monde ne sont pas prêtes pour se libérer de l'autre esclavage qu'il dénonce, celui du capitalisme.

En 1861, en cette première année de la guerre de sécession, il va en fait profiter de la loi d'amnistie qui vient d'être promulguée pour rentrer en France. Il ne publie plus rien et les dernières années de son existence sont obscures.

"Il est mort, fou de misère, à Paris en 1864", note juste Gustave Lefrançais dans *Souvenirs d'un révolutionnaire*.

⁴ Adolphe Gustave Lefrançois dit Lefrançais (1826-1901), socialiste, révolutionnaire, et anarchiste français. Durant la Commune de Paris, il est membre de la commission exécutive, puis de celle du Travail et de l'Échange, enfin de celle des Finances. Pendant la Semaine sanglante, il combat sur les barricades et parvient à se réfugier à Genève.

⁵ Louise Julien, née Louise Anselme Datayde ou d'Ataïde (1815-1853), ouvrière, poétesse et révolutionnaire en 1848.

⁶ Claude Pelletier (1816-1880), aubergiste puis député d'extrême gauche du Rhône, de 1848 à 1851. Expulsé après le coup d'État du 2 décembre 1851, il fonde une manufacture de fleurs artificielles à New York, et fait fortune.

⁷ Frédéric Tuefferd (1834-1891), militant révolutionnaire proudhonien exilé aux États-Unis sous le Second Empire.

Le texte, légèrement modifié, de la biographie de Joseph Déjacque est tiré de wikipedia :
fr.wikipedia.org/wiki/Joseph_Déjacque
 Licence de partage du texte de cet appendice :
 (CC BY-SA 3.0)
 Lien vers la licence :
creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr

ŒUVRE DE L'AUTEUR

— *La Proclamation de la République, chant patriotique*, Paris, 1848, impr. de A. René, in-4°, 4 p.

On le trouve gratuitement sur ici :
gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6219544n

— *Aux ci-devant dynastiques, aux tartuffes du peuple et de la liberté*, Paris, mars 1848, impr. de A. René, in-8°, 4 p.

On le trouve gratuitement sur ici :
gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5512649d

— *Février et Juin*, poème manuscrit, Archives militaires

On le trouve gratuitement sur ici :
books.openedition.org/pufc/18392?lang=fr

— *Les Lazaréennes*, fables et poésies sociales, Paris, 1851, Chez l'Auteur, in-8°, 47 p. ; 2e édition, La Nouvelle-Orléans, 1857, J. Lamarre impr., in-8°, 200 p.

On le trouve gratuitement sur ici :
books.google.fr/books?id=xCI4AQAAMAAJ&printsec=frontcover

— *La Question révolutionnaire*, New-York, 1854, F.F. Barclay impr., in-32, 64 p. (Bibl. Nat., Lb 46/53).

On le trouve gratuitement sur ici :
fr.wikisource.org/wiki/La_Question_révolutionnaire

— *Béranger au pilori*, La Nouvelle-Orléans, 1856 (un exemplaire à la Library of Louisiana State University, accessible en ligne).

On le trouve gratuitement sur ici :
fr.wikisource.org/wiki/Béranger_au_pilori
 — *L'Humanisphère*, 1857 ; rééd. par Élie Reclus, Bruxelles, 1899.

On le trouve gratuitement sur ici :
gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k101911z
 — *De l'être humain, mâle ou femelle. Lettre à P.-J. Proudhon*, La Nouvelle-Orléans, 1857, J. Lamarre impr., in-8°, 11 p.

On le trouve gratuitement sur ici :
fr.wikisource.org/wiki/De_l'Être-Humain_mâle_et_femelle_-_Lettre_à_P._J._Proudhon
 — *Nombreux articles dans Le Libéraire* (1858-1861)

On en trouve gratuitement sur ici :
[fr.wikisource.org/wiki/Le_Libéraire_\(1858-1861\)](http://fr.wikisource.org/wiki/Le_Libéraire_(1858-1861))
 — *À bas les chefs*, [et autres écrits], textes établis et présentés par Valentin Pelosse, Paris, Éditions Champ libre, 1971
 On le trouve gratuitement sur ici :

fr.wikisource.org/wiki/À_bas_les_chefs_!

— Une lettre inédite de Déjacque a été publiée dans le Bulletin de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, année 1951, n° 1.

— Le site joseph.dejacque.free.fr signale de nombreuses rééditions.

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

Autre manière de dire "Ni dieu, ni maître". Il est bien question ici de l'inutilité de se prendre un chef, un soi-disant supérieur, qu'il soit physique ou spirituel.

"Nous ne sommes plus au temps fabuleux de Saturne où le père dévorait ses enfants, ni au temps judaïque d'Hérode où l'on massacrait toute une génération de frères innocents ; ce qui, après tout, n'a pas empêché Jésus d'échapper au massacre et Jupiter à la dévoration. Nous vivons à une époque où l'on ne tue plus guère les enfants par le glaive ou la dent, et où il paraît assez naturel que les jeunes enterrent les vieux. Enterrons donc tout ce qui a fait son temps. Hercule est mort, pourquoi chercher à le ressusciter ? on ne pourrait tout au plus que le galvaniser. La massue est moins forte que l'idée. A toute idée présente et à venir, salut ! L'autorité a régné si longtemps sur les hommes, elle a tellement pris possession de l'humanité, qu'elle a laissé partout garnison dans son esprit. Aujourd'hui encore, il est difficile, autrement qu'en idée, de la saper de fond en comble. Chacun des civilisés est pour elle une forteresse qui, sous la garde des préjugés, se dresse en ennemie sur le passage de la liberté, cette envahissante amazone. Ainsi, tels qui se croient révolutionnaires et ne jurent que par la liberté, proclament néanmoins la nécessité de la dictature ; comme si la dictature n'excluait pas la liberté, et la liberté la dictature."

photographie de couverture :
(Ministère de l'Economie et des Finances français)
https://en.m.wikipedia.org/wiki/File:Emmanuel_Macron_%2827_%20ao%C3%BBt_2014%29.jpg



Partage gratuit-libre de Droits